

Grèce : la réouverture de l'ERT, la radio-télévision publique

Description

C'était une promesse de la campagne électorale d'Alex Tsipras, devenu chef du gouvernement grec en 2015. La réouverture de l'ERT, radio-télévision publique, est un acte symboliquement fort pour le parti politique Syriza arrivé au pouvoir.

L'ERT reprend sa place, occupée depuis mai 2014 par une pâle copie baptisée NERIT, sans grands moyens ([voir La REM n°30-31, p.31](#)). Malgré l'indignation de la population et les critiques émises notamment par l'UER (Union européenne de radiodiffusion) et l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), la fermeture brutale de l'ERT, survenue le 11 juin 2013, a entraîné du jour au lendemain plus de 2 600 licenciements. Cet événement sans précédent fut l'une des conséquences de la politique d'austérité imposée par la Troïka, – alliance de la Banque centrale européenne, de la Commission européenne et du Fonds monétaire international –, en contrepartie de l'ouverture d'une nouvelle ligne de crédits pour le pays ([voir La REM n°28, p.26](#)). La disparition de l'ERT a été qualifiée, par le Premier ministre grec Alexis Tsipras, de « *crime contre les Grecs et la démocratie* ». La Commission européenne avait accédé néanmoins à la demande des autorités grecques de permettre aux fonctionnaires licenciés de bénéficier du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FME) consacré à la reconversion et à la recherche d'emploi des chômeurs.

Le projet de loi du gouvernement grec portant sur la réouverture de la radio-télévision publique, ERT, avait été déposé au Parlement en mars 2015. La loi baptisée « Règles pour l'organisme public de radio-télévision (ERT), société anonyme » a été votée le 29 avril 2015 par la majorité gouvernementale, le parti de droite Nouvelle Démocratie y étant opposé. Ce texte permet la réintégration, sur la base du volontariat, de 1 550 employés de l'ex-ERT, parmi ceux qui avaient été licenciés, pour constituer un effectif de 2 300 personnes au total. Comptant, quant à elle, seulement 500 salariés, « l'ex-nouvelle » radio-télévision de service public NERIT était parvenue à rassembler une audience comparable à celle d'ERT. Elle n'a pas échappé, pour autant, aux mêmes accusations de népotisme et de clientélisme illustrées par les démissions à répétition de ses dirigeants.

Pour le Premier ministre Alexis Tsipras, l'enjeu est important. La réouverture de l'ERT, connue pour sa gestion désastreuse et son organisation clientéliste, sera sans nul doute surveillée de près par les créanciers de la Grèce. La nouvelle ERT devra œuvrer avec un budget très réduit d'un montant de 60 millions d'euros, soit cinq fois moins élevé qu'auparavant. Le montant de la redevance a été fixé à 3 euros par mois.

Le gouvernement a choisi les nouveaux membres du conseil d'administration de l'ERT parmi plus de 150 candidatures, « *sur la base, a-t-il précisé, de leur expérience dans les médias, leur contribution à la culture et leur vision pour la nouvelle ERT* »

». Célèbre compositeur et chroniqueur du quotidien *Eleftherotypia*, Dionysis Tsaknis est nommé président de l'ERT, tandis que le journaliste et ex-directeur général de l'ERT entre 2010 et 2012, Lambis Tagmatarchis, devient directeur général de la radio-télévision publique. Ministre chargé de la télévision publique, Nikos Pappas a annoncé que le gouvernement avait l'ambition de faire de l'ERT « *un organisme fiable, qui rétablira le sentiment de justice* ».

Sources :

- « L'UE aidera les licenciés de la télévision publique grecque », Euractiv.fr, 4 février 2015.
- « Grèce : le Parlement vote le rétablissement de la radio-télévision publique ERT », *La Correspondance de la Presse*, 30 avril 2015.
- « Médias en Grèce : la renaissance de l'ERT », Amaury de Rochemonde, Atelier des médias, atelier.rfi.fr, 4 mai 2015.
- « Médias / Grèce / télévision / radio », *La Correspondance de la Presse*, 18 mai 2015.

Categorie

1. Economie

date créée

2 septembre 2015

Auteur

française